

DELIBERATION N° 2018-19

**SEANCE DU CONSEIL D'ADMINISTRATION
DE L'UNIVERSITE NICE SOPHIA ANTIPOLIS**

DU 30 JANVIER 2018

LE CONSEIL D'ADMINISTRATION DE L'UNIVERSITE NICE SOPHIA ANTIPOLIS

Vu le code de l'éducation, notamment ses articles L 711-1 et suivants,
Vu les statuts de l'UNS,
Vu le règlement intérieur de l'UNS,
Vu l'arrêté n°11-2018 portant délégation de signature à M. Marc DALLOZ, Vice-président du Conseil d'administration, en date du 30 janvier 2018,
Vu l'arrêté n°55-2017 portant délégation de signature à M. Christophe WANNER, Directeur Général des Services, en date du 29 juin 2017,
Vu l'avis favorable du Conseil de gestion de l'UFR Droit et Science Politique du 13 décembre 2017,
Vu l'avis favorable de la Commission Formation et Vie Universitaire du 18 janvier 2018,
Vu l'ensemble des pièces transmises aux membres,

Entendu l'exposé de M. Marc DALLOZ, Vice-Président du Conseil d'Administration,

Considérant le tarif unique fixé à 500€ pour la préparation à l'examen d'accès au centre régional de formation professionnelle des avocats (CERFPA) et l'inscription à l'examen,
Considérant le tarif unique fixé à 200€ pour l'inscription à l'examen d'accès au centre régional de formation professionnelle des avocats (CERFPA),

Approuve la création d'un tarif unique de 300€ pour la préparation à l'examen d'accès au Centre Régional de Formation Professionnelle des Avocats (CFRPA) et qui ne comprend pas l'inscription à l'examen.

Cette délibération est adoptée à l'unanimité des voix.

Membres en exercice : 35
Quorum : 18
Présents et représentés : **27**
Fait à Nice, le 7 février 2018

CLASSEE AU REGISTRE DES ACTES SOUS LA REFERENCE : 2018-19
TRANSMISE AU RECTEUR :

13 FEV. 2018

Pour le Président de l'Université
Nice Sophia Antipolis et par délégation
Le Vice-Président du Conseil d'Administration

Marc DALLOZ

MODALITES DE RECOURS CONTRE LA PRESENTE DELIBERATION :

En application de l'article R. 421-1 du code de justice administrative, le Tribunal administratif peut être saisi par voie de recours formé contre la présente délibération, et ce dans les deux mois à partir du jour de sa publication et de sa transmission au Recteur, en cas de délibération à caractère réglementaire.